CAMPUS

BLOIS 2025
28 | 29 | 30 AOÛT

DISCOURS

DU PREMIER SECRÉTAIRE

OLIVIER FAURE




BÂTIR
L'AVENIR!
LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ
BÂTIR
L'AVENIR!

Seul le prononcé fait foi

Discours Blois 2025

Cher Marc, merci de nous accueillir une fois encore dans ta ville de Blois,
Merci aux co-présidents de la FNESR, Hélène et Benoit, dont le campus s'est achevé hier,
Merci à Rémi et aux jeunes socialistes pour leur enthousiasme communicatif
Merci aux secrétaires nationaux, aux permanents et aux bénévoles de la fédération qui ont sacrifié une partie de leurs vacances pour nous accueillir dans les meilleures conditions
Merci au service d'ordre, toujours discret, toujours présent,
Merci à nos amis et partenaires, merci Marine, François, Léon, Raphaël, Raquel, Benjamin, Lucie…
Et bien sûr vous remercier toutes et tous, militants, élus qui consacrez une part de votre vie à l'action politique. J'espère que vous avez rechargé vos batteries !

Chers amis, chers camarades,

Ce Campus 2025 se déroule dans un contexte inédit. Nous en avons bouleversé la nature pour nous hisser à la hauteur du moment.

Nous sommes entrés dans cette heure de vérité où les socialistes se retrouvent et s'unissent pour défendre leurs principes communs : la justice sociale, le progrès, la dignité humaine, et l'écologie.

Nous avons eu des débats importants qui ont été tranchés et je suis heureux de retrouver en cette rentrée 2025, si importante, si cruciale, Boris, qui est à la tête du combat à l'Assemblée, Patrick au Sénat, Nora au Parlement européen, Hélène et Nicolas, qui vont se lancer dans la grande bataille des Municipales. Nous serons tous à vos côtés pour arracher les victoires !

Partout de Blois à Bourges, de Paris à Marseille, de Nantes à Nancy, de Rennes à Saint Étienne, de Villeurbanne à Lille, d'Amiens à Avignon, nous affirmerons avec force ce que nous apportons. Partout nous sommes à vos côtés, nos élus protègent les habitants On vit mieux dans nos villes !

Cet automne nous réunirons nos têtes de liste, nous mettrons à l'honneur nos principales réalisations et nous présenterons les grands combats qui nous sont communs !

Nous chercherons le rassemblement avec nos partenaires de gauche et écologistes pour conserver et conquérir, parce que ce rassemblement est le gage de notre capacité à avancer ensemble jusqu'au grand rendez-vous de 2027.

Le moment n'est plus à l'exacerbation de nos différences. Elles existent et ne s'envoleront pas par magie. Mais notre responsabilité est de regarder devant nous.

Le 8 septembre, François Bayrou montera à la tribune de l'Assemblée et prononcera son discours d'adieu. Il se posera en victime expiatoire de l'irresponsabilité de tous les autres. Il montrera du doigt nos bancs pour faire peser la culpabilité sur la gauche et les écologistes. Il se parera de toutes les vertus et nous désignera comme les agents du vice. Il nous prédira les sept plaies d'Égypte, que les dieux de la finance enverront sur ce pays qui a osé le laisser partir. Aucun fléau ne nous sera épargné, les sauterelles du FMI, la destruction des troupeaux, les orages de grêle des marchés financiers…

Et vous serrerez les dents parce que chacun d'entre vous sait que tout cela est faux. Que le bilan catastrophique qu'il a tiré le 25 août, c'est celui d'une politique qu'il a conduite ou cautionnée pendant les huit dernières années.

Vous serrerez les poings, parce que vous savez qu'il n'y a aucun acte de courage dans la décision prise par François Bayrou. Son histoire, c'est celle du virus qui frappe à votre porte en se présentant comme le médecin.

Le courage, pour un Premier ministre, aurait été d'affronter les évènements, de rechercher les compromis utiles aux Français, de ne pas se dérober par un tour de passe-passe qui voudrait faire passer une auto-dissolution pour du panache !

Je le dis au président comme au Premier ministre : nous n'accepterons pas ce renversement, ce travestissement de la vérité !
La dette c'est vous !
Les irresponsables, c'est vous !
Les ingénieurs du chaos, c'est vous !

Et les vrais martyrs, ce sont ceux qui souffrent de votre politique, ceux dont vous exigez sueur et larmes, mais qui ne voient jamais l'armistice.
C'est trop lâche de toujours renvoyer ses propres erreurs sur le dos de ceux qui ont alerté, proposé et qui continuent à démontrer qu'il est possible de réduire notre dépendance à la dette, sans passer par une purge pour les travailleurs, les demandeurs d'emploi, les malades, les retraités, les bénéficiaires de la solidarité nationale, les mal-logés, les mal-nourris, les précaires, les jeunes.

C'est trop facile de jouer à la cigale pendant un été qui a duré huit ans, huit ans où l'État a été privé de 62 milliards chaque année, au seul bénéfice des plus riches, et de pointer l'automne venu, en présentant la facture à la multitude des fourmis.

Et voilà que vous vous étonnez lorsque les fourmis vous répondent à la manière de La Fontaine :
- « Vous chantiez sur la partition du Mozart de la finance ?
- Eh bien ! dansez maintenant. »

Un homme de Lettres devrait pourtant se souvenir que le peuple de Molière se moque des Tartuffe.
Où est la justice quand les 44 milliards touchent de plein fouet les plus vulnérables au moment où le taux de pauvreté en France atteint le niveau le plus élevé depuis trente ans ? 12 millions de Français vivent désormais sous le seuil de pauvreté entre hexagone et Outre-mer. Le seul « ruissellement » c'est celui de la misère qui s'insinue et s'infiltre y compris dans les couches de la population salariée.

J'ai encore en mémoire les mots cet hiver de cette assistante sociale de la Seyne-sur-Mer qui disait « souffrir » ne plus avoir les moyens de faire son travail lorsqu'elle devait conseiller à une femme sans ressources, de diluer son shampoing avec de l'eau, de couper son liquide vaisselle à l'eau, de rajouter de l'eau dans la vinaigrette… Elle concluait ainsi : « demain je lui dis quoi ? de mettre de l'eau dans l'eau ? »

Où est la justice quand 380 000 familles modestes vont entrer dans l'impôt sur le revenu, que 19 millions de ménages verront leurs impôts augmenter, que 17 millions de retraités verront leur pension gelée ? que 6 millions d'agents de la fonction publique verront une fois encore leur pouvoir d'achat baisser ? que deux jours fériés seront supprimés, soit un trimestre non rémunéré sur la durée d'une vie professionnelle ?

Où est la justice quand le parlement vote la taxe Zucman qui vise 1800 ultra riches qui optimisent tant et plus pour échapper à leur contribution, et que le gouvernement y oppose son veto ?

C'est parce que nous sommes le parti de la justice que nous le disons : ce projet est inacceptable. C'est pourquoi nous l'avons dit d'emblée : nous n'accorderons pas notre confiance à ce gouvernement !

Il n'y a de notre part aucun calcul médiocre. Nous avons appelé depuis toujours aux compromis puisque les Français n'ont accordé de majorité à aucun camp. Mais le pouvoir actuel n'en a jamais eu la volonté.

Les déficits et la dette ne sont pas la conséquence d'une hausse des dépenses qui sont restées stables ces dernières années mais d'une baisse des recettes.
Depuis Reagan, les ultra-libéraux ont la fâcheuse habitude de creuser le trou de la dette pour mieux justifier ensuite le dépeçage des services publics.

Ils n'ont rien retenu de l'Histoire.

La crise de 1929 n'était pas seulement financière : elle fut amplifiée par les politiques d'austérité et de déflation.
Résultat : chômage de masse, désespoir social, montée des extrêmes, effondrement des démocraties.
Cette Europe des années 1930, prisonnière de la rigueur, a pavé la voie au fascisme et à la guerre.

Aujourd'hui, François Bayrou incarne cette vieille obsession comptable. C'est une politique dangereuse. Il est impossible de réduire durablement les déficits sans croissance, et impossible de créer de la croissance sans investissement.

Ce n'est pas tant la dette qui inquiète les marchés financiers que l'absence de crédibilité et de vision du pouvoir en place. Pour vous en faire la démonstration, trois chiffres. Il y a une semaine j'ai regardé à quel taux les États se refinancent. Le 22 août la France empruntait sur les marchés à 10 ans au taux de 3,42%, les Etats-Unis à 4,3% et le Japon, pourtant pays le plus endetté du monde à 1,64% ! Le lien entre taux d'intérêts et dettes publiques n'est ni cohérent, ni évident.

La France n'est pas en faillite. Elle a des ressources colossales, mais une classe dirigeante qui pense se survivre par une éternelle fuite en avant.

Alors que faire ?
J'entends chez certains commentateurs trop pressés d'en finir avec la gauche nous expliquer que les Français n'attendraient plus rien d'elle. Elle serait d'ores et déjà disqualifiée. Le pays aurait basculé à droite.
Je le conteste.
Sauf à considérer que droite et extrême droite se fondent en un seul bloc. J'y reviendrai.

C'est la coalition de la gauche et des écologistes qui est arrivée en tête et a remporté les élections législatives l'an dernier.Ce sont les valeurs de gauche qui sont plébiscitée par les Français : la fraternité, la solidarité, la justice sociale. Ce pays a une passion, l'égalité !

Et je prétends que la France n'a jamais eu autant besoin de la gauche depuis 80 ans.
Dans quel contexte intervient la crise que nous subissons ? Quels sont les défis auxquels nous devons répondre ?
Ce que nous vivons n'est pas un simple changement de période, mais un changement d'époque.

Il y a 80 ans, le 26 juin 45 La Charte de San Francisco fixait les objectifs des Nations Unies. Quarante et un jours plus tard, après que l'espoir se soit levé, l'arme nucléaire était utilisée pour la première fois sur les villes martyrs d'Hiroshima et Nagasaki.

Pendant quatre-vingts ans, c'est ce système d'équilibre par le droit international et la dissuasion nucléaire qui a tenu, et qui est désormais défié par les empires comme les organisations terroristes.

Parmi les nombreux exemples que je pourrais prendre de cette grande dérégulation du monde, le monde entier a les yeux braqués sur Gaza.

Gaza n'est plus qu'une pluie ininterrompue de bombes, un territoire rasé où rien n'a été épargné : les écoles, les hôpitaux, les lieux de culte, les habitations. Les femmes, les enfants, les civils, les humanitaires, les journalistes, les soignants, sont les victimes d'une violence aveugle qui ne trie pas ses victimes. Gaza est une enclave fermée qui ressemble à une souricière. Même la famine est utilisée contre une population qui subit la double peine du Hamas et de Tsahal.
Tous les témoins extérieurs au conflit reviennent traumatisés par une situation jugée apocalyptique. La qualification de « génocide » est utilisée y compris en Israël par les ONGs, par les chercheurs, par les intellectuels, par la population qui réclame le retour des otages mais refuse que la population palestinienne paie le prix du sang. Il ne revient pas qu'aux historiens de qualifier ce qui se déroule sous nos yeux.
J'ai les yeux fixés sur gaza parce que sur cette terre qui où deux arbres sont enracinés dans la même terre brûlante, je compte trop d'amis déchirés. Les accords d'Oslo ce sont mes vingt ans, l'âge de tous les espoirs. Celui où une poignée de mains entre les ennemis d'hier devient la plus belle des promesse de paix. Cette paix que Rabin chantait « Shir La Shalom », quelques minutes avant d'être assassiné. Il y a trente ans j'ai pleuré l'assassinat de Yitzhak Rabin.

Nous sommes la France, nous sommes les enfants d'une Révolution qui a rendu universels les droits humains. C'est notre fierté et pour le reste du monde, nous devons en être les garants.


BÂTIR
L'AVENIR!
CAMPUS
2025
28 29 30
Le Parti socialiste

Je n'ai cessé de le dire depuis deux ans de le répéter le droit ne se divise pas. Ce sont les mêmes droits fondamentaux, à commencer par l'irréductible droit de vivre.

C'est Mitterrand devant la Knesset en 1982 qui plaidait déjà pour la solution à deux États, israélien et palestinien, à la condition exclusive que chacun inscrive ses droits dans le respect de ceux des autres.
C'est notre position constante. Alors nous soutiendrons la position de la France quand Emmanuel Macron reconnaitra enfin l'État palestinien. Mais chacun sait que cela ne suffira pas. L'urgence impose que nous exigions l'arrêt de toute livraison d'armes et la suspension de l'accord d'association entre l'Union Européenne et Israël.
L'article 2 de cet accord est conditionné au respect des droits humains. Tolérer la violation des accords c'est laisser s'effondrer les violations du droit.
Il serait irresponsable de nous y résoudre au moment où les grandes puissances se vivent à nouveau comme des empires et cherchent à substituer au droit un rapport de force permanent, une lutte à mort pour obtenir la meilleure part des ressources indispensables à leur hégémonie.

A l'Est, rien de nouveau. Poutine ne fait pas mystère de ses intentions. Et celui qui fut son inspirateur, Sourkov, ne se lasse pas de décrypter le jeu du Kremlin dont il fut le mage.
La démocratie doit céder le pas à une « démocratie souveraine » c'est-à-dire sous le contrôle autoritaire de l'État, et indépendante des normes occidentales. Le pluralisme ne peut être qu'artificiel et les vrais opposants finissent comme Alexeï Navalny. Quant à la Russie, sa nature serait impériale et sans frontières, son expansionnisme sans limite.
Nous sommes loin du romantisme de la valse sentimentale de Tchaïkovski…
C'est la raison pour laquelle la mascarade du sommet d'Anchorage fut une honte.
Je le réaffirme ici au nom des socialistes, la vocation de la gauche est aux côtés de la résistance ukrainienne ! L'obstacle à la paix n'est pas Zelensky ! Il est le président qui a permis de contenir l'ogre russe. Rien ne justifie qu'on offre la tête de celui qui a porté, entrainé, encouragé, soutenu son peuple dans cette résistance héroïque. Volodymir Zelensky incarne l'âme indomptable ukrainienne. C'est pour cela que c'est une honte de reprendre les arguments de la propagande russe, comme fut une honte la mise en scène de l'humiliation du président ukrainien dans le bureau ovale !
Le seul obstacle à la paix c'est Poutine et son régime !

Nous ne pouvons plus accepter de recevoir la leçon de Trump ? Si l'Union à 27 interdit d'avancer, avançons avec ceux qui le souhaitent.
L'Europe ne peut pas se limiter à administrer un marché commun et assurer la paix entre ses membres tout en sous-traitant sa défense aux Etats-Unis. La relation transatlantique telle que nous l'avons connue est aujourd'hui un souvenir. Réveillons-nous !
Si Trump et Poutine roucoulent, c'est parce qu'ils sont les deux farces d'une même pièce. Ils partagent une même détestation pour l'Europe, la même aversion pour ce que nous représentons et le même rapport relatif à la vérité. Là où nous pensons légalité, droit des peuples, ils pensent force et empires.

A cela s'ajoute la volonté des populistes de droite de détruire l'état providence, c'est-à-dire la garantie d'un ensemble de droits sociaux, économiques et culturels, dont l'effet est de réduire les inégalités et de protéger les individus contre les risques et les aléas de l'existence…
Le tandem Trump Vance est un poison que l'internationale réactionnaire tente d'importer dans nos veines.
Et c'est pourquoi j'enrage lorsque je vois Ursula Von der Leyen mettre le genou à terre sur les droits de douane, et François Bayrou se limiter à un tweet de regret.

J'imagine le grossier Trump raconter la scène à ses admirateurs dans le bureau ovale :
« Vous savez, ce sont de drôles de types, les Européens ! Je leur ai dit : 'Écoutez, les gars, je mets des tarifs de 30 % sur vos produits. Vous auriez dû voir leurs têtes !
Après les avoir bien fait paniquer j'ai laissé tomber à 15 %. Ils apparaissaient tellement soulagés que j'ai poussé l'avantage. Je leur ai dit : Écoutez, en plus de ces tarifs réduits, vous allez investir 600 milliards de dollars chez nous. Vous installerez vos usines chez nous ! Et vous achèterez pour 750 milliards de dollars notre énergie ! Même notre gaz de schiste ! Et vous continuez à vous approvisionner en armes chez nous ! Et bien vous savez quoi ? Ils ont tout pris !»

Combien de temps accepterons-nous cette humiliation ? L'accès au marché européen est existentiel pour les soutiens de Trump, alors l'Europe doit rendre coup pour coup ! Trump ne s'impose qu'à chaque fois que les autres se mettent à genoux !

Nous ne faisons plus face, comme lors du premier mandat, à l'improvisation brouillonne d'un magnat de l'immobilier mais d'une stratégie populiste assumée avec le soutien de l'extrême argent des milliardaires de la Silicon Valley.

Pour mobiliser les classes populaires, ces nouveaux libéraux ont désigné un ennemi, l'État « obèse » et monstrueux ; l'État providence avec ses bureaucrates « parasites », les intellectuels – forcément de gauche - accusés d'avoir développé une « fausse conscience », les syndicats défenseurs de pseudos « privilèges », les programmes sociaux qui bénéficient à une classe d' »assistés », les « faux droits » accordés aux minorités et aux femmes, le monde des arts et de la culture dénoncé comme « woke », la fiscalité fatalement « confiscatoire », les lois visant à réduire les inégalités, lutter contre les discriminations ou protéger l'environnement, présentées comme « liberticides ».

Que veulent-ils ? d'abord un droit de propriété sacralisé et sans restriction. Toute forme de redistribution des richesses, toute règlementation, toute norme, est une spoliation et une agression ! Et parallèlement, pour consacrer une alliance nécessaire avec les ultra conservateurs, ils sont disposés à rétablir l'ordre moral pour discipliner la société accusée de déviance féministe, et de complaisance avec les minorités ethniques et sexuelles…

Il y a des guerres sans autre arme que celle des mots et des votes. Des guerres idéologiques et nous sommes entrés dans ce moment-là. Ces gens sont entrées en croisade et le moment est venu de prendre conscience de ce qui se joue et de les arrêter.

Je n'invente ni n'exagère rien.
J'ai passé quelques heures cet été à lire leurs inspirateurs libertariens : Rothbard, Yarvin, Andreessen, Altman, Thiel… leur vision du monde est simplement effrayante. Une jungle où les perdants n'ont que leurs yeux pour pleurer et ce qu'il leur reste de force pour s'entretuer et où les gagnants vivent à l'écart dans des cités bunker, comme à Indian Creek au large de Miami où Trump possède une résidence.

Les citoyens deviennent de simples clients. Celui qui possède, dirige, parce que la « démocratie est un système inefficace et destructeur ».
Leur idéal c'est cette île de Roatan, au large du Honduras, qui s'est transformée en une cité autonome, off-shore, destinée à une poignée de riches, vivant selon ses propres règles, celles de l'argent avec le soutien du milliardaire trumpiste Peter Thiel.
Tout cela nous parait caricatural et marginal.
Rien de tout cela ne peut réellement arriver. C'est ce qu'au fond de nous, nous ne pouvons nous empêcher de penser. Comme nous avons longtemps pensé - avant d'être démentis - que l'extrême droite ne pouvait pas l'emporter dans de grandes démocraties…

L'extrême droite, elle, ne se contente pas de penser, elle agit. Ces discours vous les entendez déjà en Europe et en France. Ils ont déjà contaminé la droite extrêmisée. L'internationale réactionnaire s'est armée pour gagner la bataille culturelle. Elle dispose de moyens importants, de médias, de fondations, de relais d'opinion. C'est l'argent de la Tech qui aujourd'hui soutient Trump. Ce sont leurs algorithmes qui favorisent la colonisation des esprits avec des campagnes qui ont pour but de désigner l'État providence comme l'ennemi à abattre. A l'instar en France de cette campagne honteusement démagogique « c'est Nicolas qui paye ».

Nous sommes prévenus. Ils avancent. Nous ne devons pas reculer.

La démocratie peut basculer,
Le climato scepticisme peut l'emporter,
Le séparatisme entre ultra riches et la multitude des gens ordinaires peut s'imposer,
La lutte pour l'égalité, contre les discriminations, contre le racisme peut n'être plus qu'un vague souvenir,
Le fascisme peut emprunter de nouvelles formes et empoisonner de l'intérieur nos démocraties qui reposent sur l'intervention de l'État pour corriger les inégalités et lutter contre l'épuisement de la planète.

Il est là l'enjeu de la période. Cette guerre idéologique nous devons la gagner, ce qui suppose de rompre avec nos propres désordres, avec ces désaccords parfois secondaires qui deviennent des divisions majeures.

En France cette grande bascule de la droite arrive à grande vitesse. Nous n'y sommes pas encore mais nous ne sommes plus si loin. Le gouvernement héberge un ministre de l'intérieur qui rivalise d'inventivité avec celui de la justice et le président du groupe LR pour mieux stigmatiser les étrangers, voire les Français d'origine étrangère accusés de « régression ethnique » et les musulmans présentés subliminalement comme inassimilables à la nation. Fin du droit du sol, envoi des OQTF à Saint Pierre et Miquelon…
« Haïssez-vous les uns les autres », voilà leurs nouvelles évangiles !

La dépense publique est présentée comme une drogue, les ultra riches bénéficient d'une immunité fiscale inconditionnelle, les perdants du libre marché dépeints comme des assistés, la liste est longue de leurs convergences. Loi immigration, moratoire sur les énergies renouvelables, méga bassines, loi Duplomb, ce sont les mêmes qui ensemble au parlement européen rejettent le pacte vert.

Face à cette offensive nous défendons les fondements de l'État protecteur.
C'est l'identité de la nation que nous défendons. Vous cherchez l'identité nationale ? Elle est là ! l'abolition des privilèges, le Front populaire, le Conseil national de la résistance, la décolonisation !

Voilà la nation dont nous sommes fiers ! celle qui a inscrit dans sa devise, aux côtés du mot liberté, les mots égalité et fraternité !
Nous défendons les piliers du contrat que les Français ont passé avec l'État : Protection sociale, éducation, santé, sécurité, redistribution des richesses, intervention économique, solidarité.

Cet hiver lors de notre tour de France, j'ai rencontré des Français qui se sentaient attaqués de l'extérieur, car ils ne se percevaient plus protégés par l'appartenance à un « grand pays », et minés de l'intérieur parce que notre socle de valeurs et notre modèle social semblent se dissoudre progressivement. C'est à eux que nos politiques doivent répondre.

Notre grandeur ne peut pas se limiter à être celle du passé, avec notre patrimoine culturel et artistique, nos grands discours d'hier et nos vieilles odyssées industrielles. La France n'est pas un musée, un héritage figé, elle est un projet sans cesse renouvelé, elle est une marche vers une République que nous voulons écologique et sociale !
L'unité de la France, c'est ce pont invisible qui relie Paris à Marseille, Lille à Toulouse, Brest à Strasbourg, les champs de nos campagnes aux places de nos villes et nos quartiers. Mais il y a une condition au maintien de ce destin commun : que chacun, quel que soit son parcours, trouve sa place et sa dignité, que les inégalités ne deviennent pas des fossés infranchissables. Gouverner, ce n'est pas imposer, c'est convaincre et unir.

Partout vous nous avez dit tous la même chose : l'État ne nous protège plus. Nous avons été abandonnés. Faites quelque chose ! La France ce n'est pas ça !
Cet été a été un traumatisme notre pays qui a connu ce gigantesque incendie meurtrier dans l'Aude qui a vu ses forêts réduites en cendres. Comment voulez-vous qu'une telle catastrophe ne vienne pas nourrir le sentiment d'impuissance publique et de colère lorsque nous apprenons que les commandes de canadairs passées en 2022 ont été annulées en 2024 dans le cadre de la cure d'austérité décidée par G. Attal et prolongée par F. Bayrou.

Vous vous êtes mobilisés contre la loi Duplomb parce qu'ils n'en peuvent plus de voir les multinationales de l'agro-alimentaire qui empoisonnent nos sols et nos enfants sans que le gouvernement fasse respecter le principe constitutionnel de précaution.

Il est temps de remettre de la couleur dans nos vies !

Un autre avenir est possible : croire en vous peuple de France et investir dans notre avenir.
C'est ce cap que la gauche doit incarner.
La priorité doit aller à l'investissement et à la justice fiscale pour augmenter votre pouvoir d'achat, en relançant l'activité, en recréant de l'emploi et en vous permettant de vivre mieux !


BÂTIR
L'AVENIR!
CAMPUS
BLOIS 2025
28 29 30 AOUT
PSE

Voilà ce que tout gouvernement devrait entreprendre. Et puisque celui-ci ne le comprend pas, ce sera le suivant.
Et nous sommes volontaires pour être les suivants !

La France mérite mieux que l'entêtement et le désordre.
Le 9 juin 2024, le Président de la République a pris une décision que rien ne commandait : dissoudre l'Assemblée nationale. Chacun connaît le dénouement : la gauche est arrivée en tête mais sans majorité absolue, dans un parlement éclaté en trois blocs.

Alors qu'il aurait dû tirer les leçons de cette situation, la seule obsession du président a été de défendre son bilan avec ses Premiers ministres, et d'ignorer les messages que vous lui avez envoyé.

Le résultat est là : la paralysie et l'instabilité. Car un gouvernement sans majorité qui refuse le compromis ne peut aller que d'échec en crise.
Comme vous, j'ai mal à mon pays. Notre France est grande de son histoire, de ses compétences, de l'engagement de ses citoyens et de ses valeurs. Mais les dirigeants actuels la rendent faible et impuissante dans un monde mouvant et dangereux.
Le chemin existe pourtant : celui d'efforts certes, mais que l'on fait supporter à ceux qui en ont la capacité, pas à ceux qui ne remplissent plus leurs caddies, ne partent plus en vacances, renoncent à se soigner.
Demain nous présenterons le travail conjoint de nos groupes parlementaires et du secrétariat national. Nous montrerons en lien avec nos partenaires qu'une autre voie est possible.

Que prouverons-nous ? Qu'il est possible de désendetter le pays sans enfoncer les classes populaires et moyenne.
Que le désendettement ne peut signifier l'asphyxie de l'activité sauf à vouloir mourir guéri.
Qu'il est possible de se fixer des ambitions pour les services publics, pour la transition écologique. La dette écologique ne se remboursera jamais.
Nous en finirons demain avec cette fable thatchérienne « Bayrou ou le chaos ». Oui Il existe une vision alternative. Ce n'est pas Bayrou ou l'apocalypse, dès demain ce sera son projet ou le nôtre.

Mais la vérité, mes amis, c'est que la crise que traverse notre pays n'est pas d'abord budgétaire ou financière. Elle est politique. Elle est née d'un État qui gouverne seul, contre son peuple, et non avec lui. Elle est née de cette tentation permanente d'imposer au lieu d'écouter, de soumettre plutôt que de construire le compromis comme un levier de transformation.

Nous ne proposons pas seulement un plan alternatif à celui de François Bayrou, nous proposons une autre manière de gouverner. Une méthode nouvelle qui parte d'un principe simple et exigeant : on ne gouverne pas contre son pays, on ne gouverne pas dans son dos, on ne gouverne pas par la peur. On gouverne en mettant un peuple en mouvement. La France est forte quand elle se sent respectée, quand la justice guide les choix, quand l'écoute précède la décision, quand la dignité de chacun est au cœur, quand faire ensemble devient la règle et non l'exception.
C'est pourquoi nous voulons un Parlement qui débatte librement, qui légifère sans tutelle ni menaces, qui cherche des compromis dynamiques. Nous proposons de renoncer au aux instruments de confiscation démocratique. Nous proposons de créer des conventions citoyennes permanentes, pour que le débat démocratique ne s'éteigne pas entre deux élections mais irrigue en continu la vie publique. Nous voulons donner un véritable statut aux collectivités locales, pour qu'elles puissent agir sans être prisonnières de l'arbitraire budgétaire de l'État. Nous voulons qu'à chaque grande réforme, le Parlement puisse voter après un temps de dialogue social et citoyen obligatoire, afin que les décisions soient construites et partagées.

Mais la démocratie n'est pas qu'une mécanique institutionnelle, c'est une respiration quotidienne. Elle suppose que chacun se sente respecté dans sa dignité de citoyen et de travailleur. Voilà pourquoi nous proposons dès aujourd'hui des mesures d'urgence pour réparer le lien brisé et retisser le fil de la confiance dans l'action publique, mis à mal ces dernières années : redonner des moyens à l'hôpital pour que les soignants puissent soigner et que les patients soient dignement accueillis ; investir dans l'université et la recherche pour que la jeunesse ait un avenir et que la France reste une nation de savoirs ; protéger le pouvoir d'achat des familles face à l'inflation par le blocage temporaire des prix des biens de première nécessité ; refonder l'école autour de la réussite de tous, du respect des enseignants et de la transmission de l'égalité et de l'émancipation ; renforcer la justice et la sécurité en donnant aux magistrats, aux policiers, aux gendarmes et aux éducateurs les moyens de leurs missions.

La gauche a réussi lorsqu'elle a su s'appuyer sur le mouvement social, sur le monde de la culture et sur l'intelligence collective.

Chaque fois que la gauche a changé la vie, c'est parce qu'elle a su conjuguer l'action gouvernementale avec l'élan populaire, parce qu'elle a su écouter, associer, rassembler, créer ce va-et-vient fécond entre la société et l'État. C'est cette méthode, cette fidélité, que nous voulons aujourd'hui retrouver.
C'est pourquoi j'annonce qu'au lendemain de la chute du gouvernement Bayrou, nous entamerons un grand cycle de consultation des syndicats, associations, forces citoyennes et culturelles pour renforcer nos propositions et faire la démonstration d'une nouvelle méthode de gouvernement

Car ce n'est pas seulement une liste de réformes que nous proposons. C'est une manière de dire à la nation : nous avons besoin de vous. Votre expérience, vos luttes, vos savoirs, vos colères et vos espérances sont la matière même d'un avenir commun. La République ne sera forte que si elle redevient la maison du respect et de la justice, une maison où chaque citoyen se sente respecté dans sa dignité de citoyen et de travailleur.

Voilà notre ambition : renouer avec le fil des grandes espérances de la gauche, rendre à la France la fierté de se gouverner elle-même, dans l'écoute et dans la dignité.

Le moment est venu de réveiller un espoir. Nous le ferons avec les formations politiques et les organisations de la société civile qui recherchent non pas le chaos mais la justice. Ici chacun sait que le désordre se rit souvent des plus vulnérables et qu'il peut être le meilleur serviteur de l'ordre établi.

Pour cela nous n'avons pas attendu l'auto-dissolution de François Bayrou. Depuis de nombreux mois nous travaillons à cette alternative à gauche. Nous avons accueilli au cours de ces journées nos partenaires écologistes, communistes, de Génération.s, de l'Après, de Debout, de Place publique que je salue. J'ai entendu cette volonté partagée de ne pas laisser s'ouvrir une boite de Pandore au fond de laquelle sommeillent les projets les plus sombres. Nous avons des différences mais au fil du temps nous avons appris à travailler ensemble. Il y a aussi toute l'énergie de ceux qui nous accompagnent et qui évoluent dans le monde intellectuel, celui des experts, de la culture, des ONGs et qui sont venus éclairer nos débats de leurs analyses et expertises.

Et bien nous sommes prêts ! Nous sommes prêts à nous mettre au boulot pour redresser notre pays dans la justice, avec tous ceux qui le souhaitent, sur la base de notre projet et de notre méthode.

Nous ne disposons pas d'une majorité au Parlement. C'est exact. Personne n'a ce privilège. D'ailleurs Barnier puis Bayrou sont eux-mêmes issus des groupes les plus minoritaires de l'Assemblée. Mais alors pourquoi réussirions-nous là où ils ont échoué ? Parce que nous sommes convaincus que le moment est venu de changer de méthode. On ne peut pas dire comme François Bayrou « je sais que je suis minoritaire » et en tirer comme conclusion paradoxale que cela donne le droit d'imposer aux Français ses propres vues.

Nous proposons ce que nous avions suggéré à nos prédécesseurs et qu'ils ont méprisé. Nous prenons l'engagement de ne pas utiliser le 49-3, ce qui mécaniquement nous obligera à trouver des compromis texte par texte.

Par leur vote, les Français nous ont mis dans l'obligation de dialoguer. Nous répondrons à cet appel. Et nous légifèrerons sous leur contrôle exigeant.

Nous rendrons compte chaque année de la bonne utilisation de l'argent public. Plus aucun Français ne pourra dire : « où est passé l'argent que l'on me demande de rembourser » ?

Il appartient désormais au président de répondre à cette proposition. C'est à lui seul qu'il appartient constitutionnellement de nommer un Premier ou une Première ministre. Qu'il le fasse. Nous ne nous plierons pas au jeu des pronostics et des prétendants sous son regard goguenard.

Il est temps de remettre la démocratie à l'endroit et de rétablir le parlement dans son rôle.

Un programme de travail de gauche qui a la légitimité des urnes, un gouvernement ouvert à ceux qui partagent ces objectifs communs, une méthode qui oblige au compromis et au dialogue permanent avec les Français, voilà ce que nous proposons, hors de toute confusion.

J'ai lu sous la plume d'un ministre la proposition d'un « gouvernement de Faure à Retailleau ». J'ai le sens de l'humour mais pas celui de la trahison des convictions qui ont donné sens à ma vie et à mon engagement.
Je ne suis pas fait de ce métal.
Je suis fidèle à ceux qui attendent de nous que nous rendions leur vie meilleure. Si nous n'avons pas le pouvoir de leur accorder le bonheur, nous avons le devoir d'éradiquer les conditions de leur malheur.

J'en ai assez d'entendre rabâcher depuis huit ans ce mot « bienveillance » qui a été vidé de son sens.

Où est la bienveillance quand on purge des plus modestes pour préserver les plus aisés ?
Où est la bienveillance quand on vote une loi qui remet en circulation des poisons ?
Où est la bienveillance quand on accepte que des étudiants apprennent le ventre vide ?
Où est la bienveillance quand ceux qui nous soignent et nous sauvent, travaillent avec des bouts de ficelles et des salaires indignes ?
Où est la bienveillance quand des policiers ou des magistrats qui nous protègent travaillent avec un matériel hors d'usagew ?

Où est la bienveillance quand on rend un hommage magnifique à Monsieur le professeur Paty mais qu'on laisse l'éducation nationale seule face à tous les maux qui rongent la société ?

Nous ne voulons plus d'une bienveillance hypocrite, nous voulons la justice !

Notre projet tient en une phrase de Victor Hugo : aimer c'est agir.

Et notre vocation est d'agir pour cette multitude de femmes et hommes ordinaires parce que nous les aimons.

Nous ouvrirons d'autres chemins avec eux, nous irons conquérir d'autres droits. Le temps des conquêtes est encore devant nous !
La gauche unie peut défier toutes les forces contraires, laissez ricaner les moqueurs, avancez !

A Rémi, à Lola, à Louise, à toute la jeune génération réunie ici, à Blois, et qui n'a pas encore connu la victoire et qui s'impatiente.

Je dis, endurez encore un peu. La gauche revient !

Je vous remercie
Vive la gauche et les écologistes
Vive la République
Et vive le grand peuple de France !